

Arrêté interdisant les déjections canines sur le domaine public communal

Le maire de la commune de

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants ;

Vu les dispositions du code de la santé publique ;

Vu le règlement sanitaire départemental ;

Considérant que les services de police municipale ont constaté, par rapports successifs, la présence sur les trottoirs et espaces publics ouverts au public et notamment aux enfants, la présence de plus en plus fréquente de déjections canines ;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la salubrité et l'hygiène des dépendances de la voirie publique, des espaces verts, parcs et jardins et des espaces de jeux ouverts aux enfants et d'y interdire les déjections canines ;

Considérant qu'il en va de l'intérêt général de la commune.

ARRETE:

Article 1

Les déjections canines sont autorisées :

(Par exemple : dans les seuls caniveaux ou encore : aux endroits spécialement prévus et matérialisés à cet effet..... *(lieux à préciser)*)

Article 2

En dehors des cas définis à l'article 1, les déjections canines sont interdites sur les voies publiques, les trottoirs, les espaces verts publics, les espaces des jeux publics pour enfants, les parcs..... et jardins *(à préciser)* et ce par mesure d'hygiène publique. Il est demandé aux propriétaires d'animaux de veiller scrupuleusement au respect de cette réglementation.

Article 3

En cas de non respect de l'interdiction édictée à l'article 2, les infractions au présent arrêté sont passibles d'amendes.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux habituels d'affichage et dans les parcs, jardins et espaces concernés par ces dispositions et le public pourra le consulter en mairie aux heures d'ouverture des bureaux.

Article 5

M. le directeur général des services ou M. le secrétaire de mairie, M. le commandant de la brigade de gendarmerie, les services de police municipale, M. le garde-champêtre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise au représentant de l'Etat.

Fait à le

Le maire

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de dans le délai de deux mois à compter de son affichage.

Les modèles sont présentés à titre indicatif. Ils ne sauraient être repris en l'état sans être adaptés.